



## La démocratie sincère de José Martí et le bipartisme étasunien

Par Luis Toledo Sande  
Traduit par Alain de Cullant  
[Numéro 1, 2021](#)

Les Bases du Parti Révolutionnaire Cubain – écrites par José Martí, le fondateur de l’organisation – énumèrent les buts pour lesquels, le 10 avril 1892, cet organe politique a été proclamé, immédiatement chargé de diriger les préparatifs de la guerre de libération de Cuba. La pensée nécessaire pour la république morale que le pays avait besoin et méritait devrait être semée à partir de ces préparatifs, et le quatrième article des Bases énonçait le but de « fonder dans l’exercice franc et cordial des capacités légitimes de l’homme, un nouveau peuple et une démocratie sincère, capables de vaincre, pour l’ordre du travail réel et l’équilibre des forces sociales, les dangers de la liberté soudaine dans une société composée par l’esclavage » (I, 279).\*

Quand Martí a écrit ce document et créé le Parti, il venait d’un long voyage au cours duquel il a accumulé une riche expérience. En appelant *sincère* la démocratie qu’il voulait pour sa patrie, il exprimait les convictions de celui qui, le fils d’une colonie, avait connu les fautes des démocraties préadolescentes faisant leur chemin en passant par différents lares, depuis l’Espagne avec un bref laps républicain, en passant par plusieurs pays de notre Amérique, déjà indépendants, jusqu’aux États-Unis. Cette nation, qui se présentait devant le monde, plus que comme un modèle, mais comme *modèle* de démocratie, était précisément la puissance émergente qui prévoyait substituer l’Espagne caduque quant à la domination de Cuba et s’approprié de l’île.

Si elle parvenait à réaliser son plan, la naissante puissance nord-américaine augmenterait son pouvoir à un point tel qu’elle se permettrait de faire ce qu’elle voudrait contre d’autres peuples. Il vaut la peine de lire ce que Martí a soutenu dans « La troisième année du Parti Révolutionnaire Cubain », un article publié dans le journal *Patria* le 17 avril 1894 :

« Dans les fidèles de l’Amérique se trouvent les Antilles, qui seraient, oui esclaves, de simples pontons de la guerre d’une république impériale contre le monde jaloux et supérieur qui se prépare à lui refuser le pouvoir – un simple fortin de la Rome américaine ; - et si libres – et dignes de l’être par l’ordre de la liberté impartiale et travailleuse – seraient sur le continent la garantie de l’indépendance pour l’Amérique espagnole encore menacée et celle de l’honneur pour la grande république du Nord qui, dans le développement de son territoire – malheureusement déjà féodale et divisée en sections hostiles - trouvera une plus grande sécurité que dans la honteuse conquête

de ses jeunes voisins, et dans la lutte inhumaine qui, avec leur possession, s'ouvrirait contre les puissances de la planète pour la prédominance du monde » (III , 142).

Ainsi, le 25 mars 1895, en chemin vers la guerre à Cuba, il écrit à son ami dominicain Federico Henríquez et Carvajal : « Les Antilles libres sauveront l'indépendance de notre Amérique, et l'honneur déjà douteux et estropié de l'Amérique anglaise, et peut-être accéléreront et répareront l'équilibre du monde » (IV, 111).

Pendant la campagne, le 18 mai de la même année, la veille de sa mort au combat, il écrit à son ami mexicain Manuel Mercado la lettre dans laquelle il résumait le sens de la mission qu'il s'était tracé. Bien qu'il fallait battre l'armée espagnole, il confessa à son ami : « Je suis déjà en danger chaque jour de donner ma vie pour mon pays et pour mon devoir - puisque je le comprends et que j'ai encouragé à le faire - pour empêcher à temps, avec l'indépendance de Cuba, que les États-Unis se propagent à travers et tombent, avec plus de force, sur nos terres en Amérique. Ce que j'ai fait jusqu'à ce jour, et ce que je ferai, c'est pour cela » (IV, p. 167). Telle était la dimension de la tâche qu'il avait sur ses épaules, et tel était le rôle que la guerre pour la libération de Cuba qu'il a reconnu dans le concert continental et, par ce chemin, planétaire.

Mais le déshonneur que Martí comprenait est qu'il était nécessaire de se débarrasser de cette nation pour le bien de son propre peuple, et de l'humanité, ne commencerait pas pour la puissance du Nord avec ses campagnes de toutes sortes afin d'atteindre l'hégémonie mondiale. Tout a commencé depuis sa naissance en tant que pays indépendant, avec les crimes commis contre les peuples originaires des Treize Colonies britanniques, et avec l'esclavage des êtres humains apportés d'Afrique, et les descendants de ceux-ci. Une telle réalité générerait également des maux internes.

Martí s'insérait dans ce système avec une pénétration qui renforce la validité permanente de sa pensée. Non seulement il affirme, en 1889, que, si « l'Amérique espagnole a su se sauver de la tyrannie de l'Espagne », venait « le temps de déclarer sa deuxième indépendance », au-delà d'être menacé par la cupidité des États-Unis, déterminés à « répéter son système de colonisation dans des peuples libres ». (VI, 46 et 57, respectivement). Ces avertissements ont été faits à propos du Congrès International, qui, célébré à Washington en plusieurs sessions entre 1889 et 1890, a été le berceau du panaméricanisme impérialiste, avec toutes ses faussetés de réciprocité commerciale destinées à soumettre notre Amérique.

Avec les maux causés à d'autres pays, son déshonneur systémique, traversé par le pugilat d'une machine politique basée sur le bipartisme qui assurerait soi-disant un fonctionnement démocratique, s'aggraverait également contre son propre peuple à l'intérieur des États-Unis.

Dans une chronique datée du 8 décembre 1886 et publiée à *La Nación*, de Buenos Aires, le 26 janvier, Martí écrit :

« Le parti républicain, discrédité avec justice pour l'abus de son gouvernement, son intolérance arrogante, son système de contributions excessives, sa mauvaise répartition des restes de trésorerie

et de terres publiques, sa falsification systématique du vote, sa complicité avec des entreprises puissantes, son mépris pour les intérêts de la majorité, aurait certainement été laissé de côté pendant longtemps pour se rétablir au pouvoir, si le parti démocrate lui succédant n'avait pas démontré sa confusion en matière de résolution urgente, ses imprévus et son indifférence face aux questions essentielles qui inquiètent la nation, et son désir dominant de s'appropriier, comme les républicains, des emplois publics » (VI, 119-120).

Ce sont les partis qui continuent de gouverner le pays aujourd'hui, et leur essence reste inchangée, sauf qu'elle s'aggrave, réglée dans des faussetés politiques. Compte tenu des règles en vigueur, aujourd'hui, l'urgence de faire sortir Donald Trump de la Maison Blanche offre au peuple des Etats-Unis une seule option réalisable : que dans les prochaines élections - à l'égard de laquelle le désespéré Trump est considéré comme capable de mettre en œuvre n'importe quelle manœuvre – gagne Joseph Biden, un autre homme politique qui fait partie de la même machine, même s'il appartient au parti rival du magnat qui aspire à être réélu. Tout au plus peut-on s'attendre à ce que Biden soit moins horrible que Trump, ce qui ne lui coûterait pas beaucoup d'efforts, mais ce serait très insuffisant.

La Havane, le 1er août 2020.